



Obama : bilan d'une grande espérance

LOUIS BALTHAZAR

*Coprésident, Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand
et professeur émérite, Université Laval*

Il y a trois ans, Barack Obama annonçait un esprit nouveau à la présidence des États-Unis. Il allait changer Washington, sauver son pays de la déroute et projeter une nouvelle image un peu partout dans le monde.

Aujourd'hui, une majorité d'Américains ne croient pas que leur pays est sur la bonne voie et, spontanément, ils en font porter le blâme à leur président. À gauche comme à droite on ne considère pas le premier mandat d'Obama comme un succès. Les libéraux qui l'ont appuyé avec enthousiasme lui reprochent d'avoir trahi ses promesses et les conservateurs le dénoncent pour avoir enfoncé le pays dans la dette en multipliant des interventions inutiles.

Qu'en est-il ? Ce président a d'abord fait voter un programme de relance économique qui allait sauver le pays de la banqueroute et, entre autres, rétablir l'industrie automobile. Suit une réglementation du système financier comme on n'en avait pas connu depuis la Grande dépression. Obama réussit ensuite ce qu'aucun président n'avait pu accomplir depuis Théodore Roosevelt : un programme d'assurance-maladie qui doit élargir considérablement la protection des citoyens américains, contrôler les coûts de la santé et restreindre les compagnies d'assurance. Il a aussi opéré une réforme du système scolaire et une augmentation significative de l'aide à l'éducation. Le gouvernement américain a investi dans les énergies renouvelables et amorcé une régulation des émissions de gaz à effets de serre. Il est vrai que le président a dû renoncer à la politique dont il rêvait en matière de changements climatiques, mais il faut en blâmer surtout la mauvaise volonté d'un Congrès réfractaire. Ajoutons à cela l'élimination de la torture, l'admission sans détour des homosexuels dans les forces armées, des réglementations relatives à la protection des consommateurs.

En politique étrangère, Obama a fait preuve de prudence en ne modifiant pas tout de go les grandes orientations de la diplomatie américaine. Il poursuit la « guerre au terrorisme » de George W. Bush tout en évitant de recourir aux expressions triomphalistes de son prédécesseur. Il a recours plus que jamais aux bombardiers robots et aux assassinats ciblés. Les captures de Ben Laden et de Al Awlaki lui procurent un grand succès dans l'ensemble de la population américaine. Elles font tout de même sourciller nombre de libéraux en raison de leur caractère expéditif et brutal.

Obama n'en a pas moins introduit un nouvel esprit orienté avant tout vers la pacification. Il a engagé son pays sur la voie du multilatéralisme et de la coopération contrairement à la politique traditionnelle de primauté. Il met fin à la présence américaine en Irak, comme il s'y était engagé. Il poursuit la guerre en Afghanistan, mais, après avoir péniblement accepté les recommandations des chefs militaires et accru les effectifs sans grand succès, il amorce un retrait qui devrait être complété en 2014. Il prononce des discours d'ouverture et de bienveillance comme on n'en avait pas entendu de la part d'un président américain depuis longtemps. Au Caire, le 4 juin 2009, après avoir avoué que son pays a « joué un rôle dans le renversement d'un gouvernement iranien démocratiquement élu », il prononce un vibrant plaidoyer en faveur des droits de l'homme et de la démocratie qui lui vaut des acclamations de ceux qui s'engageront deux ans plus tard dans le printemps arabe. Il relance les relations avec la Russie. Il tente un dialogue avec l'Iran qu'il ne pourra poursuivre en raison du durcissement de ses interlocuteurs et des réticences de son entourage. Il cherche ardemment à rapprocher les parties du conflit israélo-palestinien en confiant une mission spéciale à George Mitchell. Il prononce un discours remarquable sur les paramètres d'une négociation souhaitée pour voir ensuite le premier ministre Netanyahu le débouter effrontément devant un Congrès majoritairement approuvateur. Un grand échec de la diplomatie américaine sans doute; mais il serait injuste d'en faire porter la responsabilité au seul président Obama.

Il accepte d'engager l'OTAN dans une intervention en Lybie. Mais il laisse délibérément le Royaume-Uni et la France prendre les devants. Une première historique : un leadership américain discret.

Il lance une nouvelle stratégie à l'endroit de l'Asie qu'on pourrait qualifier de trilatérale dans la mesure où il s'agit à la fois de conforter la présence américaine, de rassurer des alliés inquiets de l'hégémonie chinoise tout en poursuivant un dialogue constructif avec la Chine.

Le nouvel esprit de la politique étrangère d'Obama résulte d'une mixture d'idéalisme, d'humanisme et de pragmatisme. Tout en atténuant le mythe de l'exceptionnalisme américain, au grand dam de ses adversaires républicains, il amorce un nouveau rôle pour une puissance en déclin relatif dans un système international de plus en plus multipolaire.

Normalement, sur la base d'un tel bilan, le président devrait voguer allègrement vers un second mandat. Mais rien n'est normal dans ce pays affecté par un taux de chômage catastrophique et une récession économique pas encore résorbée. Pour se faire réélire, Obama devra donc compter sur les faiblesses de son adversaire au moins autant que sur son propre bilan.

N.B. Pour un bilan plus étayé, voir <http://www.mensuel.ca/obama-trois-ans-plus-tard.html>

